

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2009 — 1047

[S - C - 2009/03107]

1^{er} MARS 2009. — Arrêté royal de renouvellement du mandat du Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, notamment l'article 23, point 1;

Vu l'article 34, point 1, des statuts de la Banque Nationale de Belgique approuvés par l'arrêté royal du 9 février 2009;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le mandat de M. Guy Quaden, Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique, est renouvelé pour un terme de "cinq ans" prenant cours le 1^{er} mars 2009.**Art. 2.** Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.Donné à Nice, le 1^{er} mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :
D. REYNDEERS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2009 — 1047

[S - C - 2009/03107]

1 MAART 2009. — Koninklijk besluit tot hernieuwing van het mandaat van de Gouverneur van de Nationale Bank van België

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, inzonderheid artikel 23, punt 1;

Gelet op artikel 34, punt 1, van de statuten van de Nationale Bank van België, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 9 februari 2009;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het mandaat van de heer Guy Quaden, Gouverneur van de Nationale Bank van België, wordt hernieuwd voor een termijn van "vijf jaar", met ingang van 1 maart 2009.**Art. 2.** De Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Nice, 1 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :
D. REYNDEERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2009 — 1048

[C - 2009/03104]

8 MARS 2009. — Arrêté royal fixant les modalités de décompte relatives aux réductions ou augmentations générales d'impôt, des centimes additionnels et aux réductions d'impôt octroyées par les Régions

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour but de fixer les modalités de décompte de l'application des réductions et augmentations générales d'impôts et des réductions d'impôt, des centimes additionnels prises par les Régions en vertu de l'article 9, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

En exécution de cet article, les modalités de décompte sont réglées par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres après concertation préalable avec les gouvernements de région.

Le présent projet d'arrêté règle les modalités de décompte pour toutes les mesures prises par les régions à partir de l'exercice d'imposition 2010.

L'arrêté est divisé en quatre parties afin de permettre d'envisager les différentes possibilités de prise en compte des réductions et augmentations octroyées.

CHAPITRE 1^{er}. — *Les réductions d'impôt octroyées lors de l'établissement de l'impôt des personnes physiques*

Dans le premier chapitre, les réductions générales d'impôts et les réductions d'impôt sont prises en compte lors de l'établissement de l'impôt des personnes physiques.

Dans ce cas, le décompte se déroulera, pendant toute la période au cours de laquelle il est de vigueur, de la manière suivante :

1. dans le courant du mois de septembre de l'année qui suit l'exercice d'imposition, un décompte provisoire qui prend en compte les enrôlements relatifs à l'impôt des personnes physiques effectués au cours du délai ordinaire d'imposition qui expire le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition est dressé;

2. à la fin du mois d'octobre suivant, la région concernée verse à titre d'acompte le montant constaté dans le décompte provisoire;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2009 — 1048

[C - 2009/03104]

8 MAART 2009. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de afrekeningsmodaliteiten inzake de algemene belastingverminderingen of -vermeerderingen, de opcentiemen en belastingkortingen toegekend door de Gewesten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij U aan Uwe Majesteit ter ondertekening voorleggen heeft als oogmerk het vaststellen van de afrekeningsmodaliteiten van de toepassing van algemene belastingverminderingen of -vermeerderingen, de opcentiemen en belastingkortingen genomen door de Gewesten in uitvoering van artikel 9, § 1, vijfde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

In uitvoering van dit artikel worden de afrekeningsmodaliteiten bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit en na voorafgaandelijk overleg met de Gewestregeringen, vastgelegd.

Het onderhavige ontwerpbesluit regelt de afrekeningsmodaliteiten voor alle door de Gewesten genomen maatregelen vanaf het aanslagjaar 2010.

Het besluit is verdeeld in vier delen om toe te laten rekening te houden met de verschillende mogelijkheden van de toegekende verlagingen en vermeerderingen.

HOOFDSTUK 1. — *De belastingverminderingen toegekend bij de vaststelling van de personenbelasting*

In het eerste hoofdstuk worden de algemene belastingverminderingen en de belastingkortingen in aanmerking genomen bij de vaststelling van de personenbelasting.

In dat geval zal de afrekening gedurende de ganse periode dat ze van kracht is, op de volgende manier gebeuren :

1. in de loop van de maand september van het jaar volgend op het aanslagjaar wordt een voorlopige afrekening gemaakt die rekening houdt met de incohierungen inzake de personenbelasting uitgevoerd tijdens de gewone aanslagtermijn die verstrijkt op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar;

2. op het einde van de daaropvolgende maand oktober, stort het betreffende gewest als voorschot het bedrag vastgesteld op de voorlopige afrekening;

3. dans le courant du mois de mars de la troisième année qui suit l'exercice d'imposition, un second décompte provisoire qui prend en compte les enrôlements relatifs à l'impôt des personnes physiques effectués au cours du délai extraordinaire d'imposition, qui expire le 31 décembre de la deuxième année qui suit l'exercice d'imposition est établi. Selon le cas, la région concernée devra encore verser un montant supplémentaire ou l'Etat fédéral devra rembourser une partie du décompte provisoire;

4. dans le courant du mois de mars de la septième année qui suit l'exercice d'imposition, un décompte définitif qui prend en compte les enrôlements relatifs à l'impôt des personnes physiques effectués au cours du délai extraordinaire d'imposition, qui expire le 31 décembre de la septième année qui suit l'exercice d'imposition est établi. Cela concerne les enrôlements effectués en cas d'infractions aux dispositions du Code des Impôts sur les Revenus 1992 (CIR92), commises dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire.

Selon le cas, la région concernée devra également dans ce cas encore verser un montant complémentaire ou l'Etat fédéral devra rembourser une partie du décompte provisoire.

Pour plus de clarté, il est signalé que lorsque les réductions ou augmentations sont octroyées lors de l'enrôlement de l'impôt des personnes physiques, le terme "exercice d'imposition" désigne l'année suivant l'année des revenus (vr. Chapitres 1^{er} et 4). A l'opposé du précompte professionnel, où le terme "exercice d'imposition" signifie l'année de l'attribution ou de mise en paiement des revenus.

CHAPITRE 2. — *Les réductions d'impôt octroyées par une réduction mensuelle du précompte professionnel*

Dans le deuxième chapitre, les réductions générales d'impôts et les réductions d'impôt sont portées en compte dans le précompte professionnel mensuel.

1. au cours de l'année du paiement ou de l'attribution des rémunérations sur lesquelles la réduction forfaitaire du précompte professionnel est appliquée, la région concernée verse à titre d'acompte, le cinquième jour ouvrable du mois d'août, un montant arrêté pour l'année en cause (année N);

2. dans le courant du mois de mars de l'année suivante (N+1), un décompte provisoire est dressé sur base des déclarations au précompte professionnel rentrées jusqu'au 15 janvier (N+1) pour les revenus payés ou attribués pour l'année N, conformément à l'article 412 du code des impôts sur les revenus 1992. Selon le cas, la région concernée devra encore verser un montant supplémentaire ou l'Etat fédéral devra rembourser une partie de l'acompte;

3. dans le courant du mois de septembre de la deuxième année qui suit celle du versement du premier acompte (N+2), un second décompte provisoire est dressé qui prend en compte les enrôlements relatifs à l'impôt des personnes physiques effectués au cours du délai ordinaire d'imposition qui expire le 30 juin N+2;

4. dans le courant du mois de mars de la quatrième année qui suit celle du versement du premier acompte (N+4), un décompte définitif est dressé qui prend en compte les enrôlements relatifs à l'impôt des personnes physiques effectués au cours du délai extraordinaire d'imposition, qui expire le 31 décembre N+3.

Selon le cas, la région concernée devra encore verser un montant supplémentaire ou l'Etat fédéral devra rembourser une partie du décompte provisoire.

CHAPITRE 3. — *Les réductions d'impôt octroyées par une réduction annuelle du précompte professionnel*

Dans le troisième chapitre, les réductions générales d'impôts et les réductions d'impôt sont portées en compte dans le précompte professionnel en une fois. En réponse aux remarques du Conseil d'Etat, il a encore été indiqué, pour encore plus de clarté, qu'en matière de précompte professionnel, la notion d'"exercice d'imposition" vise l'année pendant laquelle les revenus sont octroyés ou mis en paiement. Lorsque par conséquent, dans ce chapitre, il est question d'"exercice d'imposition" cela correspond à l'année d'octroi des réductions générales d'impôt et des réductions d'impôt par une réduction annuelle du précompte professionnel et vice versa l'année d'octroi des réductions générales d'impôt et des réductions d'impôt par une réduction annuelle du précompte professionnel vise l'exercice d'imposition.

3. in de loop van de maand maart van het derde jaar volgend op het aanslagjaar, wordt een tweede voorlopige afrekening gemaakt die rekening houdt met de inkohierungen inzake de personenbelasting uitgevoerd tijdens de bijzondere aanslagtermijn, die verstrijkt op 31 december van het tweede jaar volgend op het aanslagjaar. Naargelang het geval zal het betreffende gewest een bijkomend bedrag moeten storten of zal de Federale Staat een deel van de eerste voorlopige afrekening moeten terugstorten;

4. in de loop van de maand maart van het zevende jaar volgend op het aanslagjaar, wordt een definitieve afrekening gemaakt die rekening houdt met de inkohierungen inzake de personenbelasting uitgevoerd tijdens de bijzondere aanslagtermijn, die verstrijkt op 31 december van het zesde jaar volgend op het aanslagjaar. Het betreft hier de inkohierungen uitgevoerd ingevolge inbreuken tegen de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB92), gedaan met bedrieglijk opzet of met het oogmerk te schaden.

Naargelang het geval zal het betreffende gewest ook hier nog een bijkomend bedrag moeten storten of zal de Federale Staat een deel van de voorlopige afrekening moeten terugstorten.

Voor alle duidelijkheid wordt er op gewezen dat bij verminderingen of vermeerderingen toegekend bij de vaststelling van de personenbelasting met de term "aanslagjaar" het jaar volgend op het inkomstenjaar wordt aangeduid (cf. hoofdstukken 1 en 4). Dit in tegenstelling tot de bedrijfsvoorheffing waar het begrip "aanslagjaar" staat voor het jaar van toekenning of betaalbaarstelling van de inkomsten.

HOOFDSTUK 2. — *De belastingverminderingen toegekend door een maandelijkse vermindering van de bedrijfsvoorheffing*

In het tweede hoofdstuk, worden de algemene belastingverminderingen en de belastingkortingen in rekening gebracht in de maandelijkse bedrijfsvoorheffing.

1. tijdens het jaar van uitbetaling of toekenning van bezoldigingen waarop de forfaitaire vermindering van de bedrijfsvoorheffing is toegepast, wordt op de vijfde werkdag van de maand augustus door het betreffende gewest een voor dat jaar (jaar N) vastgesteld bedrag als voorschot gestort;

2. in de loop van de maand maart van het volgend jaar (N+1) wordt een voorlopige afrekening gemaakt op basis van de aangiften in de bedrijfsvoorheffing ingediend tot 15 januari (N+1) voor de inkomsten betaald of toegekend voor het jaar N overeenkomstig artikel 412 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. Naargelang het geval zal het betreffende gewest nog een bijkomend bedrag moeten storten of zal de Federale Staat een deel van het voorschot moeten terugstorten;

3. in de loop van de maand september van het tweede jaar volgend op het jaar van de storting van het eerste voorschot (N+2), wordt een tweede voorlopige afrekening gemaakt die rekening houdt met de inkohierungen inzake de personenbelasting uitgevoerd tijdens de gewone aanslagtermijn die verstrijkt op 30 juni van het jaar N+2;

4. in de loop van de maand maart van het vierde jaar volgend op het jaar van de storting van het eerste voorschot (N+4) wordt de definitieve afrekening gemaakt die rekening houdt met de inkohierungen inzake de personenbelasting uitgevoerd tijdens de bijzondere aanslagtermijn, die verstrijkt op 31 december van het jaar N+3.

Naargelang het geval zal het betreffende gewest nog een bijkomend bedrag moeten storten of zal de Federale Staat een deel van voorlopige eindafrekening moeten terugstorten.

HOOFDSTUK 3. — *De belastingverminderingen toegekend door een jaarlijkse vermindering van de bedrijfsvoorheffing*

In het derde hoofdstuk, worden de algemene belastingverminderingen en de belastingkortingen in één keer in rekening gebracht in de bedrijfsvoorheffing. Ingevolge de opmerkingen van de Raad van State wordt er voor alle duidelijkheid nogmaals op gewezen dat inzake bedrijfsvoorheffing het begrip "aanslagjaar" het jaar is waarin de inkomsten worden toegekend of betaalbaar gesteld. Indien in dit hoofdstuk bijgevolg wordt gesproken over "aanslagjaar" betekent dit het jaar waarin de algemene belastingverminderingen en belastingkortingen toegekend zijn door een jaarlijkse vermindering van de bedrijfsvoorheffing en vice versa wordt met het jaar waarin de algemene belastingverminderingen en belastingkortingen toegekend zijn door een jaarlijkse vermindering van de bedrijfsvoorheffing het aanslagjaar bedoeld.

1. au cours du mois qui suit celui au cours duquel la réduction de précompte professionnel est octroyée, un premier décompte provisoire est dressé sur base des déclarations au précompte professionnel rentrées jusqu'au 15 du mois suivant le mois de la réduction.

2. L'avant dernier jour ouvrable du mois de l'envoi du décompte provisoire, la région concernée effectue le versement du montant constaté dans le décompte.

La fixation du délai d'envoi du décompte provisoire et du versement par la région concernée a lieu après avoir recueilli l'avis relatif à la force exécutoire auprès du service du Comité du Trésor et du Budget, des Recettes fiscales et Statistiques auprès du Cabinet de l'Administrateur général des Impôts et du Recouvrement. Ce service s'est appuyé pour cet avis sur l'exécution des activités périodiques en matière de précompte professionnel.

3. dans le courant du mois de février de l'année suivant l'exercice d'imposition au cours duquel la réduction a été octroyée (N), un deuxième décompte provisoire est dressé sur base des déclarations au précompte professionnel introduites jusqu'au 15 janvier (N+1) pour les revenus payés ou attribués pour l'année N. Avec ce second décompte provisoire les réductions d'impôt sont également portées en compte dans la déclaration trimestrielle au précompte professionnel. Le délai d'imposition tel que visé à l'article 359 du Code des Impôts sur les revenus 1992, cours, en matière de précompte professionnel du 1^{er} janvier au 31 décembre qui suit. L'avis du conseil d'Etat n'a donc pas été suivi. Selon le cas, la région concernée devra encore verser un montant supplémentaire ou l'Etat fédéral devra rembourser une partie de l'acompte.

4. dans le courant du mois de mars de la troisième année qui suit l'année de l'exercice d'imposition, un décompte définitif est dressé qui prend en compte les enrôlements relatifs à l'impôt des personnes physiques effectués au cours du délai extraordinaire d'imposition de trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'année dont le millésime désigne l'exercice d'imposition qui expire le 31 décembre de cette troisième année. Selon le cas, la région concernée devra encore verser un montant supplémentaire ou l'Etat fédéral devra rembourser une partie du décompte provisoire.

CHAPITRE 4. — *Les augmentations d'impôts appliquées lors de l'établissement de l'impôt des personnes physiques*

Dans ce quatrième chapitre, les modalités d'application seront analysées aussi bien dans le cas d'augmentations générales d'impôt que dans le cas de centimes additionnels lors de l'établissement de l'impôt des personnes physiques. Dans le cas où une réduction d'impôt ou de centimes additionnels est appliquée d'une autre manière que lors de l'établissement de l'impôt des personnes physiques, les modalités de décompte seront établies légalement en tenant compte des procédures spécifiques qui seront utilisées en matière de prélèvement.

Les mêmes modalités que celles exprimées dans le chapitre 1^{er} valent mutatis mutandi.

Tous les paiements visés dans les quatre chapitres sont productifs d'intérêts suivant les critères retenus à l'article 17 du présent arrêté.

La méthode de calcul des intérêts est basée sur le calcul des intérêts repris dans l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région flamande relatif à la réduction de l'impôt des personnes physiques pour l'exercice d'imposition 2001, conclu à l'occasion du décret du 22 décembre 2000 portant octroi d'une de réduction l'impôt sur les revenus.

Pour les mêmes raisons que celles citées dans l'avis n° 43.007/2, donné le 30 mai 2007 sur le projet devenu l'arrêté royal du 7 juin 2007 fixant les modalités de décompte relatives à la réduction forfaitaire flamande de l'impôt des personnes physiques, relatives au mode de calcul des intérêts sur les montants restant dus, l'avis émis n'a également pas été suivi.

En effet, pour la spécificité et la complexité du mode de calcul des intérêts, la portée de l'accord concernant ce mode de calcul en matière de procédure suivie pour l'octroi de la réduction susvisée, ainsi en raison de la conformité, il a été décidé que les dispositions en matière de mode de calcul des intérêts provenant de l'accord de coopération susvisé seraient reprises telles quelle.

La sécurité juridique est garantie par la mention dans l'arrêté royal en projet de l'Autorité Fédérale et de la Région flamande compétentes pour le paiement des montants dus et le calcul des intérêts qui à ce propos peuvent fournir des renseignements complémentaires.

1. in de loop van de maand volgend op de maand waarin de vermindering van de bedrijfsvoorheffing is toegekend wordt een eerste voorlopige afrekening gemaakt op basis van de aangiften in de bedrijfsvoorheffing ingediend tot de 15e van de maand volgend op de maand van de vermindering.

2. op de voorlaatste werkdag van de maand van de zending van de voorlopige afrekening stort het betreffende gewest het bedrag vastgesteld in de afrekening.

De vastlegging van de termijn van toezending van de voorlopige afrekening en van storting door het betrokken Gewest is gebeurd na ingewonnen advies over de tijdige uitvoerbaarheid ervan bij de dienst Schatkistcomité Begroting, Fiscale ontvangsten en Statistiek bij het Kabinet van de Administrateur-generaal van de Belastingen en de Invordering. Deze dienst heeft zich voor dit advies gesteund op de uitvoering van de periodieke werkzaamheden inzake de bedrijfsvoorheffing.

3. in de loop van de maand februari van het jaar volgend op het aanslagjaar waarin de korting werd toegekend (N), wordt een tweede voorlopige afrekening gemaakt op basis van de aangiften in de bedrijfsvoorheffing ingediend tot 15 januari (N+1) voor de inkomsten betaald of toegekend voor het jaar N. Met deze tweede voorlopige afrekening wordt ook de belastingvermindering verrekend toegekend in de driemaandelijke aangiften van de bedrijfsvoorheffing. De aanslagtermijn zoals bedoeld in artikel 359, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, loopt inzake bedrijfsvoorheffing van 1 januari tot de daaropvolgende 31 december. Het advies van de Raad van State wordt dus niet gevolgd. Naargelang het geval zal het betreffende gewest nog een bijkomend bedrag moeten storten of zal de Federale Staat een deel van het voorschot moeten terugstorten.

4. in de loop van de maand maart van het derde jaar volgend op het aanslagjaar wordt de definitieve afrekening gemaakt die rekening houdt met de inkohierungen inzake de personenbelasting uitgevoerd tijdens de bijzondere aanslagtermijn van 3 jaar vanaf 1 januari van het jaar waarnaar het aanslagjaar is genoemd, die verstrijkt op 31 december van dat derde jaar. Naargelang het geval zal het betreffende gewest nog een bijkomend bedrag moeten storten of zal de Federale Staat een deel van voorlopige eindafrekening moeten terugstorten.

HOOFDSTUK 4. — *De belastingvermeerderingen toegepast bij de vaststelling van de personenbelasting*

In dit vierde hoofdstuk worden de toepassingsmodaliteiten besproken in het geval van zowel algemene belastingvermeerderingen als opcentiemen bij de vaststelling van de personenbelasting. In het geval een belastingvermeerdering of opcentiemen worden doorgevoerd op een andere manier dan bij de vaststelling van de personenbelasting zullen de afrekeningsmodaliteiten wettelijk vastgelegd worden rekeninghoudend met de specifieke procedure die voor de heffing zal worden gebruikt.

Dezelfde modaliteiten als deze besproken in hoofdstuk 1 zijn mutatis mutandis van toepassing.

Op alle betalingen bepaald in de vier hoofdstukken zijn interesten verschuldigd volgens de in artikel 17 van dit besluit vastgelegde criteria.

De berekeningswijze van de interesten is gebaseerd op de interestberekening die werd opgenomen in het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Vlaams Gewest inzake de korting op de personenbelasting voor het aanslagjaar 2001 dat naar aanleiding van het decreet van 22 december 2000 houdende toekenning van een korting op de inkomstenbelastingen werd afgesloten.

Om dezelfde redenen aangehaald tegen het advies nr. 43.007/2 van 30 mei 2007 op het koninklijk besluit van 7 juni 2007 geworden ontwerp tot vaststelling van de afrekeningsmodaliteiten inzake de Vlaamse forfaitaire vermindering in de personenbelasting betreffende de berekeningswijze van de interesten op de verschuldigde bedragen, wordt ook hier het thans uitgebrachte advies niet gevolgd.

Inderdaad, omwille van de specificiteit en de complexiteit van de berekeningswijze van de interesten, de reeds bereikte overeenstemming met betrekking tot deze berekeningswijze inzake de procedure gevolgd voor het toekennen van de bovenvermelde korting, alsook met het oog op conformiteit, werd er voor geopteerd om de bepalingen inzake interestberekening uit het bovenvermelde samenwerkingsakkoord ongewijzigd over te nemen.

De rechtszekerheid wordt gewaarborgd door de vermelding in het koninklijk besluit in ontwerp van de Federale Overheid en het Vlaams Gewest bevoegd voor de uitbetaling van de verschuldigde bedragen en de interestberekening die hierover desgevallend bijkomende uitleg kunnen verschaffen.

Le Ministre fédéral des Finances fixe annuellement les montants des décomptes après concertation préalable avec les gouvernements de régions (ou des délégués des ministres régionaux). En outre, il rectifiera les éventuelles anomalies constatées ultérieurement (par exemple après un audit de la Cour des Comptes) après la même procédure de concertation préalable.

L'avis du Conseil d'Etat a été rendu le 21 janvier 2009.

Il a été tenu compte de cet avis à l'exception des remarques relatives aux articles 10, 11, 17 et 20. Les raisons ont été expliquées dans le présent rapport sauf pour l'article 20. Cette remarque n'a pas été suivie car il faut tenir compte de la situation actuel et non de la possibilité de modification de la situation dans le futur.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
Le très respectueux et très fidèle serviteur,
Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

8 MARS 2009. — Arrêté royal fixant les modalités de décompte relatives aux réductions ou augmentations générales d'impôt, des centimes additionnels et aux réductions d'impôt octroyées par les Régions

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, article 9, § 1^{er}, alinéa 5, remplacé par la loi spéciale du 13 juillet 2001;

Vu la concertation entre les trois Régions lors du Comité de concertation "Gouvernement fédéral – Gouvernements des communautés et des Régions" du 17 décembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 10 décembre 2008;

Vu l'accord de notre Secrétaire d'Etat au Budget du 15 décembre 2008;

Vu l'avis n° 45.751/2 du Conseil d'Etat, donné le 21 janvier 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Les réductions d'impôt octroyées lors de l'établissement de l'impôt des personnes physiques*

Article 1^{er}. Lorsque des réductions générales d'impôt et des réductions d'impôts sont octroyées lors de l'établissement de l'impôt des personnes physiques, le Service Public Fédéral Finances transmet à la région concernée, dans le courant du mois de septembre de l'année qui suit l'exercice d'imposition auxquelles elles se rapportent, les premiers décomptes provisoires relatif au montant total des dites réductions d'impôt calculées jusqu'au terme du délai d'imposition visé à l'article 359 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Art. 2. A la fin du mois d'octobre suivant le mois de l'envoi des premiers décomptes provisoires visés à l'article 1^{er}, la région concernée verse sur le compte numéro 679-2004058-38 du service "Recettes diverses de la Trésorerie", avenue des Arts, 30, 1040 Bruxelles, le montant des compensations constaté pour cette année.

Art. 3. § 1^{er}. Dans le courant du mois de mars de la troisième année suivant l'exercice d'imposition visé à l'article 1, le Service Public Fédéral Finances transmet à la région concernée le second décompte provisoire relatifs au montant total des réductions générales d'impôt et des réductions d'impôts calculés jusqu'au terme du délai d'imposition visé à l'article 354, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992.

§ 2. Lorsque les seconds décomptes provisoires visés au § 1^{er} sont supérieurs aux décomptes provisoires visés à l'article 1^{er}, la région concernée verse, à la fin du mois d'avril de la troisième année qui suit l'exercice d'imposition visé à l'article 1^{er}, le montant restant dû, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte numéro 679-2004058-38 du service "Recettes diverses de la Trésorerie", avenue des Arts 30, 1040 Bruxelles.

De federale Minister van Financiën stelt jaarlijks de bedragen voor de afrekeningen vast na voorafgaand overleg met de gewestregeringen (of de door deze gedelegeerde gewestministers). Bovendien zal hij eveneens later vastgestelde anomalieën (bijv. na audit van het Rekenhof) na dezelfde procedure van voorafgaand overleg rechtzetten.

Het advies van de Raad van State werd gegeven op 21 januari 2009.

Er werd rekening gehouden met dit advies behalve voor de opmerkingen over de artikels 10, 11, 17 en 20. De reden daarvoor worden uitgelegd in onderhavig verslag behalve voor artikel 20. Die opmerking wordt niet gevolgd omdat gemeend wordt dat moet rekening gehouden worden met de huidige toestand en niet met een mogelijk gewijzigde toestand in de toekomst.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe majesteit,
De zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,
De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDEERS

8 MAART 2009. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de afrekeningmodaliteiten inzake de algemene belastingverminderingen of -vermeerderingen, de opcentiemen en belastingkortingen toegekend door de Gewesten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, artikel 9, § 1, vijfde lid, vervangen bij de bijzondere wet van 13 juli 2001;

Gelet op het overleg tussen de drie Gewesten op 17 december 2008 tijdens het Overlegcomité "Federale Regering – Gemeenschap -en Gewestregeringen";

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 december 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Staatssecretaris voor Begroting van 15 december 2008;

Gelet op het advies nr. 45.751/2 van de Raad van State, gegeven op 21 januari 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *De belastingverminderingen toegekend bij de vaststelling van de personenbelasting*

Artikel 1. Indien de algemene belastingverminderingen en de belastingkortingen worden toegekend bij de vaststelling van de personenbelasting, maakt de Federale Overheidsdienst Financiën in de loop van de maand september van het jaar volgend op het aanslagjaar waarop ze betrekking hebben de eerste voorlopige afrekeningen met betrekking tot het totaalbedrag van deze belastingverminderingen voor de periode van de aanslagtermijn, bepaald in artikel 359 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, over aan het betreffende gewest.

Art. 2. Op het einde van de maand oktober volgend op de maand van de toezending van de eerste voorlopige afrekeningen als bedoeld in artikel 1 stort het betreffende gewest op rekeningnummer 679-2004058-38 van de dienst "Diverse Ontvangsten van de Thesaurie", Kunstlaan 30, 1040 Brussel, het bedrag van de vastgestelde compensaties voor dat jaar.

Art. 3. § 1. In de loop van de maand maart van het derde jaar volgend op het aanslagjaar als bepaald in artikel 1, maakt de Federale Overheidsdienst Financiën de tweede voorlopige afrekening over aan het betreffende gewest aangaande het totale bedrag van de algemene belastingverminderingen en belastingkortingen berekend tot aan het einde van de aanslagtermijn bepaald in artikel 354, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

§ 2. Indien de tweede voorlopige afrekeningen bedoeld in § 1 hoger zijn dan de voorlopige afrekeningen bedoeld in artikel 1, stort het betreffende gewest op het einde van de maand april van het derde jaar volgend op het aanslagjaar als bepaald in artikel 1, het nog verschuldigd bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op rekeningnummer 679-2004058-38 van de dienst "Diverse Ontvangsten van de Thesaurie", Kunstlaan 30, 1040 Brussel.

§ 3. Lorsque les seconds décomptes provisoires visés au § 1^{er} sont inférieurs aux décomptes provisoires visés à l'article 1^{er}, le Service Public Fédéral Finances verse, à la fin du mois d'avril de la troisième année qui suit l'exercice d'imposition visé à l'article 1^{er}, le montant restant dû, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte du département Finances et Budget de la région concernée.

Art. 4. § 1^{er}. Dans le courant du mois de mars de la septième année suivant l'exercice d'imposition visé à l'article 1^{er}, le Service Public Fédéral Finances transmet à la région concernée un décompte définitif relatif au montant total des réductions générales d'impôt et des réductions d'impôts calculés jusqu'au terme du délai d'imposition visé à l'article 354, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992.

§ 2. Si le décompte définitif visé au § 1^{er} est supérieur au décompte visé à l'article 3, la région concernée verse, à la fin du mois d'avril de la septième année suivant l'exercice d'imposition visé à l'article 1^{er}, le montant restant dû, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte numéro 679-2004058-38 du service "Recettes diverses de la Trésorerie", avenue des Arts 30, 1040 Bruxelles.

§ 3. Si le décompte définitif visé au § 1^{er} est inférieur au décompte visé à l'article 3, le Service Public Fédéral Finances verse à la fin du mois d'avril de la septième année suivant l'exercice d'imposition visé à l'article 1^{er}, le montant restant dû, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte du Département Finances et Budget de la région concernée.

CHAPITRE 2. — *Les réductions d'impôt octroyées par une réduction mensuelle du précompte professionnel*

Art. 5. Pour compenser la réduction du précompte professionnel, la région concernée verse chaque année le cinquième jour ouvrable du mois d'août le montant fixé pour cette année N, dans la mesure où le précompte professionnel est dû sur les revenus payés ou attribués pendant la même année.

Art. 6. § 1^{er}. Dans le courant du mois de mars de l'année qui suit l'année du versement visé à l'article 5, le Service Public Fédéral Finances transmet à la région concernée un premier décompte provisoire relatif au montant total des réductions calculé sur base des déclarations au précompte professionnel reçues jusqu'au 15 janvier de l'année N+1 pour les revenus payés ou attribués pendant l'année N conformément à l'article 412 du Code des impôts sur les revenus 1992.

§ 2. Lorsque le décompte provisoire visé au § 1^{er} est supérieur au montant versé visé à l'article 5, la région concernée verse, à la fin du mois d'avril de l'année qui suit l'année du versement visé à l'article 5, le montant restant dû, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte numéro 679-2004058-38 du service "Recettes diverses de la Trésorerie", avenue des Arts 30, 1040 Bruxelles.

§ 3. Lorsque le décompte provisoire visé au § 1^{er} est inférieur au montant versé visé à l'article 5, le Service Public Fédéral Finances verse, à la fin du mois d'avril de l'année qui suit l'année du versement visé à l'article 5, le montant trop-perçu, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte du Département Finances et Budget de la région concernée.

Art. 7. § 1^{er}. Dans le courant du mois de septembre de la deuxième année qui suit l'année du versement visé à l'article 5, le Service Public Fédéral Finances transmet à la région concernée un deuxième décompte provisoire relatif au montant total des réductions calculé jusqu'au terme du délai d'imposition visé à l'article 359 du Code des impôts sur les revenus 1992, pour lequel le versement visé à l'article 5 est effectué.

§ 2. Lorsque le décompte provisoire visé au § 1^{er} est supérieur au décompte provisoire visé à l'article 6, § 1^{er}, la région concernée verse, à la fin du mois d'octobre de la deuxième année qui suit l'année du versement visé à l'article 5, le montant restant dû, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte numéro 679-2004058-38 du service "Recettes diverses de la Trésorerie", avenue des Arts 30, 1040 Bruxelles.

§ 3. Indien de tweede voorlopige afrekeningen bedoeld in § 1 lager zijn dan de voorlopige afrekeningen bedoeld in artikel 1, stort de Federale Overheidsdienst Financiën op het einde van de maand april van het derde jaar volgend op het aanslagjaar als bepaald in artikel 1, het nog verschuldigd bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op het rekeningnummer van het Departement Financiën en Begroting van het betreffende gewest.

Art. 4. § 1. In de loop van de maand maart van het zevende jaar volgend op het aanslagjaar als bepaald in artikel 1, maakt de Federale Overheidsdienst Financiën een definitieve afrekening over aan het betreffende gewest aangaande het totale bedrag van de algemene belastingverminderingen en belastingkortingen berekend tot aan het einde van de aanslagtermijn bepaald in artikel 354, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

§ 2. Indien de definitieve afrekening bedoeld in § 1 hoger is dan de afrekening bedoeld in artikel 3, stort het betreffende gewest op het einde van de maand april van het zevende jaar volgend op het aanslagjaar als bepaald in artikel 1, het nog verschuldigd bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op rekeningnummer 679-2004058-38 van de dienst "Diverse Ontvangsten van de Thesaurie", Kunstlaan 30, 1040 Brussel.

§ 3. Indien de definitieve afrekening bedoeld in § 1 lager is dan de afrekening bedoeld in artikel 3, stort de Federale Overheidsdienst Financiën op het einde van de maand april van het zevende jaar volgend op het aanslagjaar als bepaald in artikel 1, het nog verschuldigd bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op het rekeningnummer van het Departement Financiën en Begroting van het betreffende gewest.

HOOFDSTUK 2. — *De belastingverminderingen toegekend door een maandelijks vermindering van de bedrijfsvoorheffing*

Art. 5. Ter compensatie van de vermindering van de bedrijfsvoorheffing, stort het betreffende Gewest elk jaar op de vijfde werkdag van de maand augustus het voor dat jaar N vastgelegde bedrag, voor zover de bedrijfsvoorheffing verschuldigd is op de tijdens hetzelfde jaar betaalde of toegekende inkomsten.

Art. 6. § 1. In de loop van de maand maart van het jaar volgend op het jaar van de storting zoals bepaald in artikel 5, maakt de Federale Overheidsdienst Financiën een eerste voorlopige afrekening over aan het betreffende gewest aangaande het totale bedrag van de verminderingen op basis van de aangiften in de bedrijfsvoorheffing ontvangen tot 15 januari van het jaar N+1 voor de inkomsten die in het jaar N werden betaald of toegekend overeenkomstig artikel 412 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

§ 2. Indien de voorlopige afrekening bedoeld in § 1 hoger is dan het gestorte bedrag bedoeld in artikel 5, stort het betreffende gewest op het einde van de maand april van het jaar volgend op het jaar van de storting als bepaald in artikel 5, het nog verschuldigde bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op rekeningnummer 679-2004058-38 van de dienst "Diverse Ontvangsten van de Thesaurie", Kunstlaan 30, 1040 Brussel.

§ 3. Indien de voorlopige afrekening bedoeld in § 1 lager is dan het gestorte bedrag bedoeld in artikel 5, stort de Federale Overheidsdienst Financiën op het einde van de maand april van het jaar volgend op het jaar van de storting als bepaald in artikel 5, het teveel ontvangen bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op het rekeningnummer van het Departement Financiën en Begroting van het betreffende gewest.

Art. 7. § 1. In de loop van de maand september van het tweede jaar volgend op het jaar van de storting als bepaald in artikel 5, maakt de Federale Overheidsdienst Financiën een tweede voorlopige afrekening over aan het betreffende gewest aangaande het totale bedrag van de verminderingen berekend tot aan het einde van de aanslagtermijn bepaald in artikel 359 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, waarvoor de storting als bedoeld in artikel 5 wordt verricht.

§ 2. Indien de voorlopige afrekening bedoeld in § 1 hoger is dan de voorlopige afrekening bedoeld in artikel 6, § 1, stort het betreffende gewest op het einde van de maand oktober van het tweede jaar volgend op het jaar van de storting als bepaald in artikel 5, het nog verschuldigde bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op rekeningnummer 679-2004058-38 van de dienst "Diverse Ontvangsten van de Thesaurie", Kunstlaan 30, 1040 Brussel.

§ 3. Lorsque le décompte provisoire visé au § 1^{er} est inférieur au décompte provisoire visé à l'article 6, § 1^{er}, le Service Public Fédéral Finances verse, à la fin du mois d'octobre de la deuxième année qui suit l'année du versement visé à l'article 5, le montant trop-perçu, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte du département Finances et Budget de la région concernée.

Art. 8. § 1^{er}. Dans le courant du mois de mars de la quatrième année qui suit l'année du versement visé à l'article 5, le Service Public Fédéral Finances transmet à la région concernée un décompte définitif relatif au montant total des réductions calculé jusqu'au terme du délai d'imposition visé à l'article 354, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, pour lequel le versement visé à l'article 5 est effectué.

§ 2. Lorsque le décompte définitif visé au § 1^{er} est supérieur au décompte provisoire visé à l'article 6, § 1^{er}, la région concernée verse, à la fin du mois d'avril de la quatrième année qui suit l'année du versement visé à l'article 4, le montant restant dû, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte numéro 679-2004058-38 du service "Recettes diverses de la Trésorerie", avenue des Arts 30, 1040 Bruxelles.

§ 3. Lorsque le décompte définitif visé au § 1^{er} est inférieur au décompte provisoire visé à l'article 7, § 1^{er}, le Service Public Fédéral Finances verse, à la fin du mois d'avril de la quatrième année qui suit l'année du versement visé à l'article 5, le montant trop-perçu, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte du département Finances et Budget de la région concernée.

CHAPITRE 3. — *Les réductions d'impôt octroyées par une réduction annuelle du précompte professionnel*

Art. 9. Dans le courant du mois qui suit celui au cours duquel les réductions générales d'impôt et les réductions d'impôt ont été octroyées par une réduction annuelle du précompte professionnel, le Service Public Fédéral Finances transmet à la région concernée un premier décompte provisoire relatif au montant total des réductions calculé sur base des déclarations au précompte professionnel reçues jusqu'au 15 du mois suivant l'octroi de la réduction pour les revenus payés ou attribués pour ce mois conformément à l'article 412 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Art. 10. L'avant dernier jour ouvrable du mois de l'envoi du premier décompte provisoire visé à l'article 9, la région concernée verse sur le compte numéro 679-2004058-38 du service "Recettes diverses de la Trésorerie", avenue des Arts 30, 1040 Bruxelles, le montant des compensations constaté.

Art. 11. § 1^{er}. Dans le courant du mois de février de l'année suivant l'exercice d'imposition visé à l'article 9, le Service Public Fédéral Finances transmet à la région concernée un deuxième décompte provisoire relatif au montant total des réductions générales d'impôt et des réductions d'impôts calculés jusqu'au terme du délai d'imposition visé à l'article 359 du Code des impôts sur les revenus 1992.

§ 2. Lorsque ce deuxième décompte provisoire visé au § 1^{er} est supérieur au premier décompte provisoires visé à l'article 9, la région concernée verse, à la fin du mois de mars de l'année suivant l'exercice d'imposition, le montant restant dû, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte numéro 679-2004058-38 du service "Recettes diverses de la Trésorerie", avenue des Arts 30, 1040 Bruxelles.

§ 3. Lorsque le deuxième décompte provisoire visé au § 1^{er} est inférieur au premier décompte provisoire visés à l'article 9, le Service Public Fédéral Finances verse, à la fin du mois de mars de l'année suivant l'exercice d'imposition, le montant restant dû, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte du département Finances et Budget de la région concernée.

§ 3. Indien de voorlopige afrekening bedoeld in § 1 lager is dan de voorlopige afrekening bedoeld in artikel 6, § 1, stort de Federale Overheidsdienst Financiën op het einde van de maand oktober van het tweede jaar volgend op het jaar van de storting als bepaald in artikel 5, het teveel ontvangen bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op het rekeningnummer van het Departement Financiën en Begroting van het betreffende gewest.

Art. 8. § 1. In de loop van de maand maart van het vierde jaar volgend op het jaar van de storting als bepaald in artikel 5, maakt de Federale Overheidsdienst Financiën een definitieve afrekening over aan het betreffende gewest aangaande het totale bedrag van de verminderingen berekend tot aan het einde van de aanslagtermijn bepaald in artikel 354, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, waarvoor de storting als bedoeld in artikel 5 wordt verricht.

§ 2. Indien de definitieve afrekening bedoeld in § 1 hoger is dan de voorlopige afrekening bedoeld in artikel 6, § 1, stort het betreffende gewest op het einde van de maand april van het vierde jaar volgend op het jaar van de storting als bepaald in artikel 4, het nog verschuldigd bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op rekeningnummer 679-2004058-38 van de dienst "Diverse Ontvangsten van de Thesaurie", Kunstlaan 30, 1040 Brussel.

§ 3. Indien de definitieve afrekening bedoeld in § 1 lager is dan de voorlopige afrekening bedoeld in artikel 7, § 1, stort de Federale Overheidsdienst Financiën op het einde van de maand april van het vierde jaar volgend op het jaar van de storting als bepaald in artikel 5, het teveel ontvangen bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op het rekeningnummer van het Departement Financiën en Begroting van het betreffende gewest.

HOOFDSTUK 3. — *De belastingverminderingen toegekend door een jaarlijkse vermindering van de bedrijfsvoorheffing*

Art. 9. In de loop van de maand na die waarin de algemene belastingverminderingen en de belastingkortingen toegekend zijn door een jaarlijkse vermindering van de bedrijfsvoorheffing, maakt de Federale Overheidsdienst Financiën een eerste voorlopige afrekening over aan het betreffende gewest aangaande het totale bedrag van de verminderingen berekend op basis van de aangiften in de bedrijfsvoorheffing ontvangen tot de 15e van de maand volgend op de toekenning van de vermindering voor de inkomsten die in die maand werden betaald of toegekend zoals bepaald in artikel 412 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Art. 10. Op de voorlaatste werkdag van de maand van verzending van de eerste voorlopige afrekening bedoeld in artikel 9, stort het betreffende gewest het bedrag van de vastgestelde compensaties op rekeningnummer 679-2004058-38 van de dienst "Diverse Ontvangsten van de Thesaurie", Kunstlaan 30, 1040 Brussel.

Art. 11. § 1. In de loop van de maand februari van het jaar volgend op het aanslagjaar als bepaald in artikel 9, maakt de Federale Overheidsdienst Financiën een tweede voorlopige afrekening over aan het betreffende gewest aangaande het totale bedrag van de algemene belastingverminderingen en belastingkortingen berekend tot aan het einde van de aanslagtermijn bepaald in artikel 359 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

§ 2. Indien deze tweede voorlopige afrekening bedoeld in § 1 hoger is dan de eerste voorlopige afrekening bedoeld in artikel 9, stort het betreffende gewest op het einde van de maand maart van het jaar volgend op het jaar van het aanslagjaar, het nog verschuldigd bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op rekeningnummer 679-2004058-38 van de dienst "Diverse Ontvangsten van de Thesaurie", Kunstlaan 30, 1040 Brussel.

§ 3. Indien de tweede voorlopige afrekening bedoeld in § 1 lager is dan de eerste voorlopige afrekening bedoeld in artikel 9, stort de Federale Overheidsdienst Financiën op het einde van de maand maart van het jaar volgend op het aanslagjaar, het nog verschuldigd bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op het rekeningnummer van het Departement Financiën en Begroting van het betreffende gewest.

Art. 12. § 1^{er}. Dans le courant du mois de mars de la troisième année qui suit l'exercice d'imposition visé à l'article 9, le Service Public Fédéral Finances transmet à la région concernée un décompte définitif relatif au montant total des réductions générales d'impôt et des réductions d'impôt calculés jusqu'au terme du délai d'imposition visé à l'article 354, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, pour lequel le versement visé à l'article 10 a été effectué.

§ 2. Lorsque le décompte définitif visé au § 1^{er} est supérieur au décompte provisoire visé à l'article 11, § 1^{er}, la région concernée verse, à la fin du mois d'avril de la troisième année qui suit l'exercice d'imposition visé à l'article 9, le montant restant dû, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte numéro 679-2004058-38 du service "Recettes diverses de la Trésorerie", avenue des Arts 30, 1040 Bruxelles.

§ 3. Lorsque le décompte définitif visé au § 1^{er} est inférieur au décompte provisoire visé à l'article 11, § 1^{er}, le Service Public Fédéral Finances verse, à la fin du mois d'avril de la troisième année qui suit l'exercice d'imposition visé à l'article 9, le montant trop-perçu, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte du département Finances et Budget de la région concernée.

CHAPITRE 4. — *Les augmentations d'impôts appliquées lors de l'établissement de l'impôt des personnes physiques*

Art. 13. Lorsque les augmentations générales d'impôt ainsi que les centimes additionnels sont appliquées lors de l'établissement de l'impôt des personnes physiques, le Service Public Fédéral Finances transmet à la région concernée, dans le courant du mois de septembre de l'année qui suit l'exercice d'imposition auxquelles elles se rapportent, les premiers décomptes provisoires relatif au montant total des dites augmentations d'impôt et des centimes additionnels calculés jusqu'au terme du délai d'imposition visé à l'article 359 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Art. 14. A la fin du mois d'octobre suivant le mois de l'envoi des premiers décomptes provisoires visés à l'article 13, le Service Public Fédéral Finances verse sur le compte du Département Finances et Budget de la région concernée, le montant des compensations constaté pour cette année.

Art. 15. § 1^{er}. Dans le courant du mois de mars de la troisième année suivant l'exercice d'imposition visé à l'article 13, le Service Public Fédéral Finances transmet à la région concernée le second décompte provisoire relatif au montant total des augmentations générales d'impôt et des centimes additionnels calculés jusqu'au terme du délai d'imposition visé à l'article 354, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992.

§ 2. Lorsque les décomptes définitifs visés au § 1^{er} sont supérieurs aux décomptes provisoires visés à l'article 13, le Service Public Fédéral Finances verse, à la fin du mois d'avril de la troisième année qui suit l'exercice d'imposition visé à l'article 13, le montant restant dû, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte du département Finances et Budget de la région concernée.

§ 3. Lorsque les décomptes visés au § 1^{er} sont inférieurs aux décomptes provisoires visés à l'article 13, la région concernée verse, à la fin du mois d'avril de la troisième année qui suit l'exercice d'imposition visé à l'article 13, le montant restant dû, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte numéro 679-2004058-38 du service "Recettes diverses de la Trésorerie", avenue des Arts 30, 1040 Bruxelles.

Art. 16. § 1^{er}. Dans le courant du mois de mars de la septième année suivant l'exercice d'imposition visé à l'article 13, le Service Public Fédéral Finances transmet à la région concernée le décompte définitif relatif au montant total des augmentations générales d'impôt et des centimes additionnels calculés jusqu'au terme du délai d'imposition visé à l'article 354, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Art. 12. § 1. In de loop van de maand maart van het derde jaar volgend op het aanslagjaar als bedoeld in artikel 9, maakt de Federale Overheidsdienst Financiën een definitieve afrekening over aan het betreffende gewest aangaande het totale bedrag van de algemene belastingverminderingen en belastingkortingen berekend tot aan het einde van de aanslagtermijn bepaald in artikel 354, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, waarvoor de storting als bedoeld in artikel 10 wordt verricht.

§ 2. Indien de definitieve afrekening bedoeld in § 1 hoger is dan de voorlopige afrekening bedoeld in artikel 11, § 1, stort het betreffende gewest op het einde van de maand april van het derde jaar volgend op het aanslagjaar als bepaald in artikel 9, het nog verschuldigd bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op rekeningnummer 679-2004058-38 van de dienst "Diverse Ontvangsten van de Thesaurie", Kunstlaan 30, 1040 Brussel.

§ 3. Indien de definitieve afrekening bedoeld in § 1 lager is dan de voorlopige afrekening bedoeld in artikel 11, § 1, stort de Federale Overheidsdienst Financiën op het einde van de maand april van het derde jaar volgend op het aanslagjaar als bedoeld in artikel 9, het teveel ontvangen bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op het rekeningnummer van het Departement Financiën en Begroting van het betreffende gewest.

HOOFDSTUK 4. — *De belastingvermeerderingen toegepast bij de vaststelling van de personenbelasting*

Art. 13. Indien de algemene belastingvermeerderingen en de opcentiemen worden toegepast bij de vaststelling van de personenbelasting, maakt de Federale Overheidsdienst Financiën in de loop van de maand september van het jaar volgend op het aanslagjaar waarop ze betrekking hebben de eerste voorlopige afrekeningen met betrekking tot het totaalbedrag van deze belastingvermeerderingen en deze opcentiemen voor de periode van de aanslagtermijn, bepaald in artikel 359 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, over aan het betreffende gewest.

Art. 14. Op het einde van de maand oktober volgend op de maand van de toezending van de eerste voorlopige afrekeningen als bedoeld in artikel 13 stort de Federale Overheidsdienst Financiën de vastgestelde compensaties voor dat jaar op het rekeningnummer van het Departement Financiën en Begroting van het betreffende gewest.

Art. 15. § 1. In de loop van de maand maart van het derde jaar volgend op het aanslagjaar als bepaald in artikel 13 maakt de Federale Overheidsdienst Financiën de tweede voorlopige afrekening over aan het betreffende gewest aangaande het totale bedrag van de algemene belastingvermeerderingen en de opcentiemen berekend tot aan het einde van de aanslagtermijn bepaald in artikel 354, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

§ 2. Indien de definitieve afrekeningen bedoeld in § 1 hoger zijn dan de voorlopige afrekeningen bedoeld in artikel 13 stort de Federale Overheidsdienst Financiën op het einde van de maand april van het derde jaar volgend op het aanslagjaar als bepaald in artikel 13, het nog verschuldigd bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op het rekeningnummer van het Departement Financiën en Begroting van het betreffende gewest.

§ 3. Indien de afrekeningen bedoeld in § 1 lager zijn dan de voorlopige afrekeningen bedoeld in artikel 13 stort het betreffende gewest op het einde van de maand april van het derde jaar volgend op het aanslagjaar als bepaald in artikel 13, het nog verschuldigd bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op rekeningnummer 679-2004058-38 van de dienst "Diverse Ontvangsten van de Thesaurie", Kunstlaan 30, 1040 Brussel.

Art. 16. § 1. In de loop van de maand maart van het zevende jaar volgend op het aanslagjaar als bepaald in artikel 13, maakt de Federale Overheidsdienst Financiën een definitieve afrekening over aan het betreffende gewest aangaande het totale bedrag van de algemene belastingvermeerderingen en de opcentiemen berekend tot aan het einde van de aanslagtermijn bepaald in artikel 354, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

§ 2. Si le décompte définitif visé au § 1^{er} est supérieur au décompte visé à l'article 15, § 1^{er}, le Service Public Fédéral Finances verse, à la fin du mois d'avril de la septième année suivant l'exercice d'imposition visé à l'article 13, le montant restant dû, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte du département Finances et Budget de la région concernée.

§ 3. Si le décompte définitif visé au § 1^{er} est inférieur au décompte visé à l'article 15, § 1^{er}, la région concernée verse, à la fin du mois d'avril de la septième année suivant l'exercice d'imposition visé à l'article 13, le montant restant dû, augmenté des intérêts dus conformément à l'article 17, sur le compte numéro 679-2004058-38 du service "Recettes diverses de la Trésorerie", avenue des Arts 30, 1040 Bruxelles.

Art. 17. § 1^{er}. Les intérêts sur les montants encore dus par la région concernée visés aux articles 3, § 2, 4, § 2, 6, § 2, 7, § 2, 8, § 2, 11, § 2, 12, § 2, 15, § 3 et 16, § 3 ou sur les montants visés aux articles 3, § 3, 4, § 3, 6, § 3, 7, § 3, 8, § 3, 11, § 3, 12, § 3, 15, § 2, et 16, § 2 encore à rembourser par le Service Public Fédéral Finances, sont calculés par mois calendrier selon la moyenne arithmétique de la cotation hebdomadaire durant le mois concerné du taux d'intérêt marginal comme publié sur la page Reuters ECB01 (marginal rate ou allotment) diminué d'une marge de 25 points de base.

§ 2. Si seulement une partie des réductions de l'impôt des personnes physiques est prise en compte dans le précompte professionnel, les intérêts dont la région est redevable conformément au § 1^{er} sont multipliés par une fraction dont le dénominateur est le montant de la réduction et le numérateur, la partie de la réduction prise en compte dans le précompte professionnel.

§ 3. Les intérêts visés au § 1^{er} sont calculés sur le montant encore dus à partir du mois suivant le mois du versement visé aux articles 2, 5, 10, 14 et 15, § 2 ou 3, jusqu'à la fin du mois au cours duquel le paiement du décompte a lieu.

Art. 18. Le présent arrêté produit ses effets à l'égard des réductions d'impôts, centimes additionnels accordées par les Régions sur base de l'article 6, § 2, 3^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des régions, ainsi que sur les réductions et augmentations générales d'impôts instaurées par les Régions sur base de l'article 6, § 2, 4^o, de la même loi spéciale, qui sont d'application pour l'exercice d'imposition 2010 et les exercices suivants.

Art. 19. Sur base des justificatifs qui lui sont présentés par le service compétent du Service Public Fédéral Finances, le Ministre des Finances est compétent pour fixer annuellement les montants des décomptes provisoires et définitifs visés aux articles 1^{er}, 3, § 1^{er}, 4, 5, § 1^{er}, 6, § 1^{er}, 7, § 1^{er}, 8, 10, § 1^{er}, 11, § 1^{er}, 12 et 14, § 1^{er} du présent arrêté ainsi que les numéros de compte et les mentions à joindre lors des versements sur les comptes des Régions après concertation préalable avec les gouvernements de région.

Les anomalies constatées ultérieurement dans le calcul des montants des décomptes provisoires et définitifs seront rectifiées par le Ministre des Finances également après concertation préalable avec les gouvernements de région.

Art. 20. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

D. REYNDEERS

§ 2. Indien de definitieve afrekening bedoeld in § 1 hoger is dan de afrekening bedoeld in artikel 15, § 1, stort de Federale Overheidsdienst Financiën op het einde van de maand april van het zevende jaar volgend op het aanslagjaar als bepaald in artikel 13, het nog verschuldigd bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op het rekeningnummer van het Departement Financiën en Begroting van het betreffende gewest.

§ 3. Indien de definitieve afrekening bedoeld in § 1 lager is dan de afrekening bedoeld in artikel 15, § 1, stort het betreffende gewest op het einde van de maand april van het zevende jaar volgend op het aanslagjaar als bepaald in artikel 13, het nog verschuldigd bedrag, vermeerderd met de overeenkomstig artikel 17 verschuldigde interesten, op rekeningnummer 679-2004058-38 van de dienst "Diverse Ontvangsten van de Thesaurie", Kunstlaan 30, 1040 Brussel.

Art. 17. § 1. De interesten op het nog door het betreffende gewest verschuldigde bedrag bedoeld in artikel 3, § 2, 4, § 2, 6, § 2, 7, § 2, 8, § 2, 11, § 2, 12, § 2, 15, § 3, en 16, § 3 of op het nog door de Federale Overheidsdienst Financiën terug te storten bedrag bedoeld in artikel 3, § 3, 4, § 3, 6, § 3, 7, § 3, 8, § 3, 11, § 3, 12, § 3, 15, § 2, en 16, § 2 worden berekend per kalendermaand op basis van het rekenkundig gemiddelde van de wekelijkse notering gedurende de betrokken kalendermaand van de marginale rentevoet van de ECB zoals gepubliceerd op Reuters-pagina ECB01 (marginal rate of allotment), verminderd met een marge van 25 basispunten.

§ 2. Indien slechts een gedeelte van de vermindering of de korting van de personenbelasting verrekend wordt in de bedrijfsvoorheffing, worden de interesten die het gewest verschuldigd is overeenkomstig § 1, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de noemer gevormd wordt door het bedrag van de vermindering of korting, en de teller gevormd wordt door het gedeelte van die vermindering of korting die in de bedrijfsvoorheffing kan worden verrekend.

§ 3. De interesten bedoeld in § 1 worden berekend op het verschuldigde bedrag vanaf de maand volgend op de maand van de storting als bepaald in de artikelen 2, 5, 10, 14 en 15, § 2 of 3, tot op het einde van de maand waarin de betaling van de afrekening plaatsvindt.

Art. 18. Dit besluit heeft uitwerking op de door de Gewesten op grond van artikel 6, § 2, 3^o, bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten verleende belastingkortingen en geheven opcentiemen en op de algemene belastingverminderingen en -vermeerderingen door de Gewesten ingevoerd op grond van artikel 6, § 2, 4^o, van dezelfde bijzondere wet, die van toepassing zijn vanaf aanslagjaar 2010 en volgende.

Art. 19. Op grond van de hem door de bevoegde dienst van de Federale Overheidsdienst Financiën voorgelegde verantwoordingsstaten is de Minister van Financiën bevoegd voor de jaarlijkse vaststelling van de bedragen van de voorlopige en definitieve afrekeningen als bedoeld in artikel 1, 3, § 1, 4, 5, § 1, 6, § 1, 7, § 1, 8, 10, § 1, 11, § 1, 12 en 14, § 1, van dit besluit als ook voor de rekeningnummers en de daarbij horende mededelingen bij betalingen op de rekeningen van de Gewesten na voorafgaand overleg met de gewestregeringen.

Latere vastgestelde anomalieën in de berekening van de bedragen van de voorlopige en definitieve afrekeningen zullen door de Minister van Financiën, eveneens na voorafgaand overleg met de gewestregeringen, worden rechtgezet.

Art. 20. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

D. REYNDEERS